

Féminicides : et si on parlait de la pornographie ?

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 16 juillet 2019

Source [Boulevard Voltaire] Sale temps pour les hommes. Après le cochon, l'assassin. Après le viol, le crime. L'émission de *CNews* du 4 juillet qui réunissait, entre autres intervenants, Gabrielle Cluzel, Florence Rault, avocat pénaliste, et Céline Piques, porte-parole de l'association, au réseau informel, Osez le féminisme !, acheva de nous convaincre de la nécessité d'un état d'urgence à instaurer, dès la rentrée, contre le féminicide. Prélude à cette action, le 20 juin, lors d'une mise en scène grandiose, avaient été tracés à la craie, sur les pavés de la place du Panthéon, les dessins de « Femmes homicidées ». Manquait Nicolas Le Floch mais pas Muriel Robin.

La thèse est claire : s'il y a tant de féminicides en France, à la différence de l'Espagne, c'est qu'on ne prend pas suffisamment en compte, dans nos commissariats, les femmes victimes des violences conjugales, et cela, par sexisme. Les femmes sont donc discriminées deux fois (« crime » signifiant aussi chef d'accusation), à la différence de nos voisines espagnoles. La pénaliste Florence Rault eut beau protester contre ces raccourcis : en vain. Céline Piques demandait que le gouvernement débloquent de l'argent pour la cause des femmes victimes. Et de dénoncer « le devoir conjugal » comme preuve, dans notre langue, du machisme : c'est là que son discours trahit son idéologie.

Car l'expression « devoir conjugal » ne signifie pas abuser du corps de l'autre. Ni, non plus, se refuser à l'autre systématiquement. Sans nier les violences conjugales, ce n'est pas par refus de se plier à cette « obligation d'ordre public » qu'est « le devoir conjugal » que les femmes meurent sous les coups du conjoint. S'il est un point capital de la violence dans la vie commune dont nos féministes, assoiffées de répression et de législation, ne parlent jamais, c'est bien l'industrie de la pornographie. Celle faite aux adolescents sur leurs smartphones qui associe systématiquement le sexe, l'amour et la violence jusqu'à l'insupportable. Celle qui filme au plus près les organes reproducteurs en action avant de les balancer sur la Toile et les écrans. Voilà une cause qui mériterait pourtant un engagement haut et fort de nos militantes. Il est vrai que s'attaquer à ça, comme dirait l'autre, c'est du lourd. Que ça génère un pognon de dingue. Lequel profite à toutes et à tous.

À humer le climat exacerbé des mœurs en décomposition, nous nous demandons : dans quelle France vivons-nous ? Et dire qu'elle s'illustra longtemps par la courtoisie des relations entre les hommes et les femmes : tout un art de vivre et d'aimer. On en est loin, apparemment.

Marlène Schiappa annonce, pour septembre, un « Grenelle des violences conjugales ». Nicole Belloubet promet une législation nouvelle pour les hommes « susceptibles de passer à l'acte ».

Mais motus sur les violences conjugales des couples lesbiens. Et haro sur le mariage hétérosexuel ! Bientôt le bracelet électronique pour tous. Quel pipeau ! N'y aurait-il pas là un relent d'« homophobie » ?

En attendant, jusqu'à quand subirons-nous cette manipulation des esprits ? Est-ce pour occuper les Français dans un pays, politiquement au point mort sinon homicidé ?